

# l'Engagement

---

## Crise agricole : rien n'est réglé !



Le monde agricole a exprimé avec force sa colère et son exaspération dans toutes les régions françaises depuis le début de l'année 2024.

Quelques semaines après les réponses du gouvernement qui ont ramené les tracteurs dans les hangars et à quelques jours du Salon de l'Agriculture, Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, se félicite des millions mis sur la table et d'une réforme menée au pas de charge pour répondre aux revendications !

Pourtant dans les campagnes la grogne est loin d'être calmée et les ONG écologiques claquent la porte des discussions autour du plan Ecophyto.

# **l'Engagement**

---

## **Rien n'est donc réglé !**

Le gouvernement Attal s'est en effet contenté de réponses de court-terme, en traitant provisoirement quelques points de crispation comme l'exonération du gazole non routier et le niveau des aides octroyées pour faire face à certaines maladies dans les élevages. Il a pris des engagements de circonstance comme celui de mieux faire respecter la loi EGALIM (il est temps !) ainsi que le délai prévu pour le versement des aides (c'est la moindre des choses !).

N'hésitant pas à faire preuve de démagogie ("pas d'interdiction sans solution"), il s'est en fait surtout attaché à préserver les intérêts de l'agro-industrie et des grands de l'agriculture défendus par les syndicats agricoles majoritaires.

Au passage, il a jeté par-dessus bord les ambitions légitimes du plan Ecophyto de prise en compte des enjeux sanitaires et de protection de la biodiversité.

Les agriculteurs sont rentrés chez eux, gorge nouée et larmes aux yeux, en mesurant l'immense fossé qui les sépare de leurs instances dites représentatives.

Car ils le savent, ce saupoudrage destiné à apaiser rapidement et à bon compte un mouvement de colère et à mettre fin au blocage ne répond malheureusement d'aucune manière aux enjeux de notre agriculture et aux défis auxquels ils doivent faire face -et notamment, parmi eux, les producteurs bio.

En vérité, les mesures annoncées démontrent chez nos dirigeants une incompréhension totale du réel problème à résoudre et une absence inquiétante de vision de long terme.

## **Le malaise de nos campagnes est en effet complexe et multiple.**

### ***Un lourd héritage***

L'agriculture française est l'héritage d'un ancien monde issu des lois rurales des années 1960 qu'on tente d'adapter depuis 30 ans. Et la colère du monde agricole est la conséquence logique du système bâti depuis la fin des années 80 par les dirigeants français et européens et soutenu par l'agro-industrie et les syndicats agricoles majoritaires.

### ***Une agriculture livrée au commerce international***

Depuis maintenant plus de 40 ans, il a été décidé que l'agriculture européenne devait se soumettre aux lois d'un marché mondial où les produits agricoles serviraient de monnaie d'échange dans le cadre des accords commerciaux internationaux.

Par ailleurs, il a aussi été décidé que ces produits devaient parvenir aux consommateurs au prix le plus bas afin de préserver la capacité de ces derniers à consommer d'autres types de biens – certains producteurs agricoles recevant alors des primes pour compenser la baisse de leurs prix à la production.

# **l'Engagement**

---

## ***Une concurrence intra-européenne déloyale***

Au sein de l'Union européenne, le manque d'harmonisation des règles sociales, fiscales, environnementales et sanitaires a faussé la concurrence et mis ainsi en péril la viabilité de nombreuses exploitations.

## ***Des normes et des contraintes trop lourdes et pénalisantes***

De cette posture libérale assumée, la France et l'Europe ont peu à peu versé dans la schizophrénie.

Poussés par une opinion publique de plus en plus sensible aux questions de santé, de sécurité alimentaire et d'environnement, les dirigeants de l'UE ont multiplié les normes et les contraintes.

La France s'est montrée particulièrement zélée en ce domaine en surtransposant les réglementations européennes et en ajoutant des règles aux règles entraînant ainsi les agriculteurs dans un maelstrom administratif.

## ***Un monde agricole hétérogène avec des gagnants favorisés et des perdants mal défendus***

Favorisée par une capacité exportatrice renforcée, une frange de la profession agricole a clairement bénéficié de l'orientation politique orchestrée pendant des décennies par nos dirigeants successifs. Il suffit d'observer le parc immobilier locatif détenu par les familles de céréaliers du nord et grand bassin parisien et l'éclatante santé de certains groupes agro-alimentaires que les primes européennes proportionnelles à l'hectare ont encouragé à agrandir fermes et parcelles.

En revanche, en favorisant les distorsions de concurrence, ce système libéral a délibérément programmé la disparition de milliers de petits agriculteurs, dont la défense n'est de toute évidence pas l'objectif majeur du lobbying exercé par la FNSEA.

## ***L'agro-industrie et la grande distribution qui écrasent les producteurs***

Le rapport de force déséquilibré et inique qui prévaut dans le marché français des débouchés agricoles est aussi un facteur déterminant de la détresse de nos petits agriculteurs : les acteurs de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire, peu scrupuleux, leur imposent en effet des prix qui les empêchent de répercuter la hausse de leurs coûts, sous peine d'être sacrifiés sur l'autel du moins disant.

# **l'Engagement**

---

## **Quelles réponses apporter à cette crise ?**

### ***Garantir le revenu des agriculteurs***

Nous ne sauverons nos agriculteurs -et partant notre souveraineté alimentaire- qu'en leur permettant de vivre du fruit de leur travail. Les aides publiques ne doivent plus être un élément structurel de leur revenu.

L'agriculture devra être rémunératrice d'abord grâce à des niveaux de prix de vente suffisants pour sa production. Mais elle devra aussi être justement rétribuée lorsqu'elle répond par son action aux impératifs climatiques et environnementaux.

Sur ces principes, nos agriculteurs et éleveurs verront leurs revenus reposer sur deux piliers :

- Une rémunération de leur production basée sur des prix justes (a minima grâce à une loi EGALIM appliquée et cohérente)
- Une rémunération juste et incitative pour les services rendus à notre environnement (par exemple la mise en place des haies et des jachères qui devra être compensée à la hauteur des coûts et des pertes de rendement à court terme qu'elle engendre)

Outre la possibilité de percevoir des revenus revus à la hausse, la combinaison de ces deux sources de rémunération permettra à nos agriculteurs et éleveurs de se prémunir au moins partiellement des aléas de leur production.

En complément, le statut des agriculteurs devra être revu et le coût de leurs charges sociales réétudié, avec une possible réforme de la MSA à la clé.

### ***Enclencher résolument la transition agricole***

Le virage de l'agroécologie devra être résolument favorisé et à cet effet les moyens nécessaires devront être mis en place : d'une part la formation des agriculteurs aux pratiques agroécologiques, notamment les jeunes générations et d'autre part la mise en place d'aides financières à la transition agricole à la hauteur de l'enjeu (que ce soit sur les pertes de rendements, les investissements, ...).

Dans cette logique, le plan Ecophyto ne devra pas être suspendu. Au contraire, les moyens adéquats (notamment en recherche, formation, investissements) devront être mis en place pour encourager les agriculteurs à adopter avec détermination les changements de pratiques.

### ***Protéger notre modèle agricole par sa sortie de la logique libérale***

Pour parvenir à mettre en place cette transition agricole et à la protéger, il faudra avant tout faire sortir l'agriculture de la logique libérale.

L'Europe étant le principal débouché de notre agriculture, il faudra en parallèle :

- Mettre en place un nouveau souverainisme à l'échelle européenne : sortie de la production agricole des traités commerciaux internationaux et instauration de barrières douanières tarifaires et non tarifaires aux frontières de l'Europe

# L'Engagement

---

- Harmoniser au sein de l'Union, les règles sociales, fiscales et environnementales (que l'État français devra cesser de surtransposer en ajoutant des réglementations qui défavorisent nos agriculteurs face à leurs homologues d'autres pays de l'Union).

## ***Impliquer tous les Français dans la transition agricole et la souveraineté alimentaire***

Tous les Français devront être partie prenante à cette transformation. D'abord en tant que citoyens-contribuables mais aussi en tant que consommateurs.

Il faudra donner au consommateur les informations nécessaires pour privilégier l'achat de produits répondant aux enjeux sanitaires, environnementaux et de souveraineté alimentaire. Pour le guider dans cette démarche fondamentale, il faudra imposer à tous les acteurs de la chaîne un étiquetage obligatoire des origines de tous les produits et de ce qu'ils contiennent.

A cet effet, des labellisations uniformes, transparentes et cohérentes devront voir le jour et le label HVE devra être revu pour clairement récompenser les pratiques de l'agriculture en transition respectueuse de l'environnement.

*Paris, 21 février 2024*

*Note élaborée par la Commission Environnement-Agriculture de L'Engagement*

L'Engagement est un parti politique présidé par Arnaud Montebourg. Membre fondateur de la Fédération de la Gauche Républicaine, L'Engagement est présent sur tout le territoire français pour y promouvoir des idées et propositions relatives à la réindustrialisation des territoires, à la sortie des énergies fossiles, à la défense de la laïcité, à la réhabilitation de l'État et des services publics.

L'ENGAGEMENT – 3 avenue de Corbera – 75012 Paris – [www.l-engagement.fr](http://www.l-engagement.fr)

Contact presse : [presse@l-engagement.fr](mailto:presse@l-engagement.fr)